



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

2024/18122024/12

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024135-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

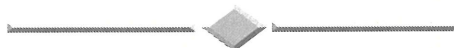
Étaient excusées :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024135-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**12 AUTORISATION RELATIVE AU MANDATEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT
AVANT APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025**

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales en son article L 1612-1, dans le cas où le budget de la collectivité n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'ordonnateur est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'ordonnateur peut, sur autorisation du Conseil d'Administration, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférant au remboursement de la dette.

Cette autorisation du Conseil d'Administration doit être précise quant au montant et à l'affectation de ces crédits.

Il est précisé que cette autorisation ne signifie évidemment pas que les crédits concernés seront effectivement engagés.

Afin d'assurer une continuité de fonctionnement des services jusqu'à l'adoption de son budget principal 2025, il est donc proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans le cadre de ces principes dont le détail est joint en annexe 1.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1612-1,

VU l'Article L232-1 du Code des Juridictions Financières,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption du budget primitif du budget principal 2025 dont le détail est joint en annexe 1,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

- Engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption du budget primitif du budget principal 2025 dont le détail est joint en annexe 1.

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024135-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
la Présidente de Séance,Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.